MARS-AVRIL 2021 ★ 2€ / SOUTIEN DÈS 5€

La Relève

N°5

JOURNAL DE L'UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

RÉSEAUX SOCIAUX

AU SECOURS DU CAPITALISME

MULTIPARTISME

OU PARTI UNIQUE ?

MISÈRE ÉTUDIANTE

S'ORGANISER ET LUTTER CONTRE LE CAPITALISME !

MISÈRE ÉTUDIANTE

LE FLÉAU QUI S'ABAT SUR LES ÉTUDIANTS DU PEUPLE ET LES JUSTES RÉACTIONS

➤ NEVINE & MIGUEL

Fléau, c'est bien le mot définissant les effets dévastateurs des politiques gouvernementales en France sur les étudiants d'extraction ouvrière et populaire dans le contexte de cette crise sanitaire et économique. Crise qui se ressent différemment selon les classes : ce qui est un dérangement pour certains devient un drame pour d'autres. Les étudiants issus des couches ouvrières et populaires sont la cible privilégiée d'un gouvernement voulant les chasser des études supérieures en les mettant sous une tension, les incitant au décrochage et cette situation profite par ailleurs aux employeurs. L'exploitation des étudiants précaires dans les dits « jobs étudiants » est une aubaine pour les patrons qui peuvent imposer à volonté des conditions oppressantes : cadences infernales, temporalité, partialité, salaires de misère, horaires impossibles. D'autres dispositifs permettent aux capitalistes d'ignorer le code du travail : stages non rémunérés ou payés en l'argent de poche, service civique payé 6 euros de l'heure au mieux, apprentissage gratuit ou en dessous du SMIC, etc. Le reste des jeunes précaires, à hauteur de 22% en janvier dernier, est au chômage. L'extrême détresse de la jeunesse laborieuse sert à l'évincer des études supérieures et à lui sucer le sang au travail.

La précarité étudiante, les tentatives de suicide, l'isolement, le désespoir, les étudiants sans domicile fixe dans l'indifférence des CROUS, des universités et du ministère, la diminution du nombre de repas quotidiens, la diminution des aides pour payer le loyer et le quotidien dans une pièce de 10 mètres carrés ne datent pas d'hier et ne sont pas le pur produit d'une crise économique qui puise moins ses sources dans cette pandémie que dans une structure économique fondée sur l'exploitation, le trafic d'influences et la spoliation à échelle industrielle.

Il y a une inégalité très claire selon les classes sociales, comme l'indiquent les différences des conditions de vie entre les étudiants en grandes écoles ou en classe préparatoire et les étudiants universitaires, dramatiquement mal équipés en matière de logement, d'outils numériques, en moyens de subsistance ou en couverture maladie. Ainsi l'UNEF rapporte une hausse de 27,07% du coût de la vie étudiante en 10 ans, sachant qu'ils étaient déjà en 2015 près de 20% à vivre sous le seuil de pauvreté. De plus, tous les étudiants vivant dans des situations précaires ne sont pas en dessous de ce seuil, qui ne prend pas réellement en considération le coût de la vie ; ainsi sont-ils près de 45%, à renoncer aux soins essentiels en raison du coût représenté. De plus, 1 étudiant sur 6 a renoncé à ses études depuis le début de la crise économique-sanitaire capitaliste.

Au-delà de ces chiffres, les initiatives mises en place et les actes parfois désespérés de ces derniers nous renseignent suffisamment sur la gravité de la situation. Quant à son évolution, le directeur des projets du Centre national des œuvres universitaires et scolaires disait lui-même que cette situation aux ampleurs nouvelles est appelée à durer. Que faire ?

Les étudiants eux-mêmes nous le montrent : s'organiser dans la lutte, faire montre d'une solidarité à toute épreuve et ne se laisser endormir ni par les promesses, ni par les discours, ni même par les aides financières dérisoires accordées pour lutter contre la précarité étudiante en temps de pandémie - ainsi, un unique versement de 150 euros a-t-il été effectué à titre d'aide pour les étudiants ayant été potentiellement privés de mois de travail, et donc de mois de salaires, par le confinement. Les initiatives ont été nombreuses : collectes de nourriture, organisation de relogements, organisation de cantines.

« S'organiser dans la lutte, faire montre d'une solidarité à toute épreuve et ne pas se laisser endormir par les promesses ! »

Ces mutualisations des moyens pallient le désinvestissement de l'État. Cependant, même si cela est salutaire pour beaucoup d'étudiants, s'y cantonner revient à laisser intactes les conditions politiques et économiques qui ont engendré cette situation. Certains étudiants en sont conscients et à l'instar des Comités de Lutte de Lyon et d'Aix-en-Provence, pour ne citer qu'eux, sont allés vers le rapport de force pour imposer les solutions nécessaires. Le Comité de Lutte d'Aix réussissait ainsi début février à imposer au CROUS le relogement de deux étudiants étrangers. Des étudiants sont par ailleurs mobilisés sur les mots d'ordre de réouverture des classes, des repas gratuits dans les CROUS ou de l'augmentation en nombre et en montant des bourses. Des revendications qui construisent jour après jour l'organisation des étudiants du peuple-travailleur contre le capital et son État les réduisant à une existence misérable.

Que peuvent finalement attendre les étudiants de la part de l'État, devant une crise si importante et si pérenne depuis de si nombreuses années ? Continuer leurs luttes, et s'organiser sur le long terme, étendre leurs champs d'actions et leurs réflexions communes, afin d'apporter une réponse structurée, forte et complète à l'abandon du gouvernement. ★

LES RÉSEAUX SOCIAUX AU SECOURS DU CAPITALISME

➤ VICKEN

Malgré la pandémie de Covid-19 et ses conséquences toujours plus catastrophiques comme l'augmentation du niveau de précarité, du décrochage scolaire et la détérioration de la santé psychique des jeunes, Emmanuel Macron centre son attention sur sa communication. Ainsi ce dernier a lancé un défi à McFly et Carlito, parmi les youtubeurs les plus suivis en France, consistant à publier une vidéo sur les gestes barrières et « l'importance de les respecter » en leur promettant la possibilité de venir « tourner à l'Élysée » si elle atteignait 10 millions de vues. Objectif très rapidement rempli, Emmanuel Macron participera à un de leurs « concours d'anecdotes. » Mentionnons aussi l'émission mensuelle #SansFiltre lancée par Gabriel Attal sur YouTube et Twitch, les interventions d'Emmanuel Macron sur Brut et Snapchat, l'appel de Jean Castex à Gaspard G., l'arrivée de Marlène Schiappa sur TikTok ou encore l'interview de HugoDécrypte (Hugo Travers de son vrai nom) face à Frédérique Vidal sur Twitch. Si ce nouveau virage communicationnel d'Emmanuel Macron et du gouvernement est rendu nécessaire par la perte de soutien d'une partie de leur base sociale traditionnelle doublée d'une radicalisation à droite, il révèle en revanche des aspects structurels récemment apparus dans la sphère politique.

Ainsi Jean-Luc Mélenchon a échangé sur Twitch avec 500 000 internautes après l'annonce de sa candidature pour l'élection présidentielle de 2022, François Hollande est sur Snapchat depuis 2015 et Instagram depuis 2016 et d'autres politiques emboîtent le pas. Plus discret à droite et à l'extrême-droite, ce phénomène y existe pourtant bel et bien avec des personnalités comme Julien Rochedy ou Thaïs d'Escufon par exemple. Les réseaux sociaux ont aussi vu l'émergence de personnalités politiques qui agissent presque exclusivement sur les réseaux sociaux comme Tatiana Ventôse, Greg Tabibian, Usul, Alain Soral ou le Raptor. Tous disposent chacun de comptes sur les réseaux sociaux et y entretiennent un fond de commerce politique avec la publication d'ouvrages et d'essais, la création de mouvements politiques, le commentaire d'informations ou encore l'entreprenariat. Ce processus de « digitalisation » de la politique trouve ses origines dans 2 facteurs fondamentaux et entrecroisés.

D'abord le premier facteur est que la chose publique est devenue un vaste marché où le sentiment politique est une marchandise à vendre par des organisations ou des personnalités politiques, à consommer par des « citoyens » ou « électeurs » et dont la transaction se concrétise par le bulletin de vote. En plus d'être dans la continuation de cette marchandisation de la chose publique, la « digitalisation » de la politique en révèle pleinement son processus marketing et publicitaire.

Ensuite le second facteur est le maintien continu des travailleurs dans l'illusion agonisante du modèle de la « démocratie libérale », c'est-à-dire le modèle politique tel qu'il a triomphé en Europe et aux États-Unis d'Amérique à l'issue du processus commencé au 17ème siècle d'accession de la bourgeoisie au pouvoir suivant le déclin du pouvoir de la noblesse et reposant sur une conception représentative de la démocratie et les libertés individuelles. Ce modèle politique connaît sa plus grosse remise en cause aujourd'hui car il montre de plus en plus qu'il n'est qu'au service de cette même bourgeoisie et que les libertés qu'il instaure ne sont que des libertés relatives qui ne concernent que certaines classes et couches sociales, à savoir la classe bourgeoise et les couches aisées de la société. De plus, la médiatisation anxiogène du terrorisme islamiste et de la pandémie de Covid-19 encourage un climat de division et de résignation chez les travailleurs en plus de le légitimer.

Les jeunes représentent clairement la cible de ce processus de « digitalisation » de la politique pas seulement parce qu'ils représentent la génération la plus familiarisée aux réseaux sociaux, mais surtout parce qu'ils sont plus malléables et plus sensibles, de par leur énergie et leur ardeur, aux sentiments politiques et qu'ils sont les « citoyens-consommateurs » de demain. Il ne faut pourtant pas perdre de vue que les réseaux sociaux sont des médias au sens de « moyen de distribution, de diffusion ou de communication, de documents, ou de messages écrits, visuels, sonores ou audiovisuels. » Les choses commencent donc à se clarifier.

Cette place que prend les réseaux sociaux s'explique par le fait que la diffusion des technologies de l'information et de la communication depuis la fin du 20ème siècle a mis les réseaux sociaux au cœur de l'hégémonie idéologique et culturelle de la bourgeoisie. Ce concept d' « hégémonie culturelle » a été initialement développé puis théorisé par l'italien Antonio Gramsci dans ses célèbres cahiers de prison, dans lesquels il en est venu à l'hypothèse que la culture bourgeoise est transmise via l'éducation, les médias de masse, l'art, etc., et exerce une pression sur les travailleurs,

expliquant alors pourquoi ces derniers peuvent soutenir le capitalisme et céder aux sirènes du nationalisme, du consumérisme, de la rhétorique méritocratique, de l'individualisme et de la compétition individuelle. L'utilisation des réseaux sociaux par la bourgeoisie permet donc d'entretenir son hégémonie culturelle en y transmettant ses idées et en y faisant la promotion de sa politique.

Mais les jeunes ne sont pas dupes et heureusement leur riposte a commencé à s'organiser notamment avec le hashtag #etudiantspasinfluenceurs, lancé par l'utilisatrice de Twitter et étudiante en master Yu' qui s'est offusquée sur ce même réseau social que « l'on [les étudiants] est représentés par des jeunes riches non-étudiants, qui ne connaissent strictement rien de nos vies actuelles » en réaction à l'émission #SansFiltre lancée par Gabriel Attal. Son message a été aimé par plus de 9500 personnes et partagé plus de 2900 fois. Le hashtag a ainsi été utilisé plusieurs fois par de nombreux autres étudiants révoltés surtout sur Twitter. La riposte des jeunes s'organise également dans les facs comme par exemple celle de Nanterre où des étudiants ont passé la nuit à l'université en soutien aux « sans-facs » ou, plus récemment le 6 janvier 2021, des étudiants en médecine ont protesté contre la fermeture de leur bibliothèque universitaire à Saint-Étienne. Plus largement, le collectif Université ouverte a lancé le 15 mars un appel à une série de mobilisations en commun avec l'ensemble des travailleurs pour « forcer le gouvernement à prendre des mesures pour soutenir la jeunesse », pour « rompre avec la détresse et l'isolement » et défendre l'université ainsi que l'ensemble du service public.

La conquête progressive et directe de l'hégémonie culturelle par les travailleurs est un aspect très important de leur lutte, comme l'a très justement souligné Gramsci dans ses cahiers de prison, et les mobilisations doivent continuer et s'amplifier autour des mots d'ordre « rouvrons immédiatement les universités », « ensemble contre l'isolement et la précarité », « étudier est un droit pas un privilège » et « jeunes et travailleurs, tous unis contre la morbidité sociale. » Seule la lutte paye et la victoire est au bout du poing. ★

L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE ET MÉDICALE EN URSS

EXTRAIT

EXTRAIT DE *LA MÉDECINE ET LA SANTÉ EN UNION SOVIÉTIQUE*, DU DOCTEUR HENRY SIGERIST, 1947

➤ TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR VICKEN

Toutes les pharmacies sont gérées par l'État. Chaque centre médical et chaque hôpital a sa propre apteka, et en plus, il y a des pharmacies offrant un service général à la population. […] Tous les médicaments distribués par les pharmacies, à l'exception du petit volume importé et contrôlé par les organes du Ministère de la santé, sont produits dans des entreprises d'État. Par conséquent, les autorités sanitaires ont un contrôle total sur les préparations pharmaceutiques utilisées dans le pays. Là où de telles conditions prévalent, la population est protégée de la masse de produits frauduleux qui inondent les marchés des pays capitalistes et extraient des millions de dollars des poches des gens simples d'esprit.

Avant la Révolution, la Russie importait la plupart de ses médicaments et l'essentiel de ce qui n'était pas importé était produit ou transformé dans les usines russes de quelques entreprises étrangères, principalement allemandes. [...] Le développement d'une industrie pharmaceutique adéquate a commencé dans les années 1920 avec la réorganisation et l'expansion des anciennes entreprises capitalistes, et en 1927-1928, l'industrie nationale produisait 88% de tous les médicaments. Cette production était évaluée à 31,5 millions de roubles et les importations, qui avaient chuté de 12 pour cent, à 4,2 millions de roubles (N. A. Semashko, La protection de la santé en URSS (Gollancz, Londres), p° 34.). [...] En prenant comme chiffre de base les investissements en capital dans l'industrie pharmaceutique soviétique au début de 1929, la croissance de ces investissements est indiquée dans les chiffres suivants :

1929	1
1933	1,9
1937	3,3
1941	13,7

En 1933-1934, les importations ne représentaient que 3 pour cent et, de cette époque jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, pratiquement tous les produits pharmaceutiques utilisés étaient fabriqués dans le pays. [...]

Les prix des médicaments ont été relativement chers. Les patients hospitalisés et ceux souffrant de maladies transmissibles telles que le paludisme et la sy-

philis reçoivent des médicaments gratuitement. De nombreux autres obtiennent leurs ordonnances remplies à un coût très modique et sans aucun frais dans le cadre des programmes d'assurance sociale et d'autres services syndicaux. Cependant, dans les cas où les patients ont payé leurs propres médicaments, ils ont souvent trouvé le prix élevé et, par conséquent, ils ont parfois pas réussi à acheter les médicaments prescrits. Il est à espérer que l'industrie pharmaceutique, sous l'impulsion de ce nouveau programme ambitieux et d'une administration indépendante, augmentera sensiblement sa production afin que, dans un avenir pas trop lointain, tous les médicaments puissent être distribués gratuitement, en fonction des besoins.

En prenant la direction de la production d'instruments médicaux, le nouveau ministère de l'industrie médicale a devant lui une autre tâche majeure. Pratiquement tous les besoins de la Russie tsariste en instruments chirurgicaux et autres appareils nécessaires [...] étaient couverts par les importations. Même en 1930-1931, lorsque les importations soviétiques devaient être réduites au minimum [...], 31 pour cent de ses besoins totaux en instruments médicaux étaient couverts par des achats à l'étranger. Celles-ci étaient en grande partie limitées aux articles hautement spécialisés qui n'avaient jamais été produits dans le pays.

En 1936, le trust « Medinstrument », qui appartenait [...] à des commissariats industriels, a été transféré au Commissariat à la santé. À la fin de 1938, le trust est devenu l'Administration de l'industrie des instruments médicaux et a poursuivi le développement rapide qui a eu lieu deux ans plus tôt. Au début de 1941, la production de produits médicaux représentait plus du double de ce qu'elle était en 1936. Pendant l'urgence de la Guerre [...], lorsque les blessés étaient comptés par millions, un grand volume d'instruments chirurgicaux et d'autres équipements hospitaliers était requis de l'étranger. Aujourd'hui encore, des équipements étrangers sont toujours demandés pour différents types de traitement. Il semble toutefois probable que les compétences nécessaires à la fabrication d'équipements complexes et d'instruments de précision aideront bientôt à surmonter le retard passé dans la fabrication d'instruments médicaux.

LE SAVAIS-TU ?

Le succès du régime socialiste en URSS en matière médicale et sanitaire tient en partie du fait que le système de santé accordait une attention particulière et importante à la prévention. Ainsi en matière épidémique, la présence d'un centre médical dans toutes les entreprises a permis le dépistage et l'isolation rapide et dans les meilleures conditions possibles des malades. En matière de médecine générale, la prévention était effectuée par le contrôle et l'amélioration des normes nutritionnelles, l'éducation à la santé et la démocratisation du sport.

Les femmes étaient majoritaires dans les professions médicales en URSS. Ainsi, selon le professeur Sigerist, le pourcentage de femmes parmi les étudiants en médecine a augmenté entre 1928 et 1934 passant de 52,0% à 75,1%, pour dépasser les 80 % lors de la Seconde guerre mondiale. Elles occupaient également des postes de direction dans l'appareil médical soviétique, à l'exemple de Maria Kovrigina devenue ministre de la santé de l'URSS de 1950 jusqu'en 1959.

MULTIPARTISME OU PARTI UNIQUE ?

➤ JIM

Un des reproches que l'on adresse souvent aux communistes porte sur la question de la représentation politique : dans l'histoire des pays socialistes, cette représentation aurait été limitée voire inexistante puisqu'un seul parti politique, le parti communiste, était autorisé et détenait le pouvoir. La quasi-totalité des manuels d'histoire indiquent ce fait sans expliquer les fondements de ce choix en matière de représentation qui a structuré les pays socialistes pendant la seconde moitié du XXe siècle. Mais de quoi parle-t-on ? Qu'est-ce qu'un parti politique ? Qui représentent les partis politiques ? Pourquoi le socialisme-communisme peut-il se passer du multipartisme ?

Le multipartisme correspond à un système de représentation politique fondé sur l'existence de plusieurs partis politiques. À l'opposé, le « parti unique » signifie l'existence officielle et autorisée d'un seul parti politique. Pourtant, ces deux définitions sont incomplètes. En effet, un parti politique n'a pas uniquement pour but de représenter, mais il existe aussi (mais surtout) dans l'optique de gouverner un appareil d'État. Cela nous permet donc de dire qu'un parti politique représente une base sociale et se donne comme objectif de conquérir le pouvoir politique pour diriger l'État.

De ces constats nous pouvons répondre à la question : qui représentent les partis politiques ? L'histoire et le présent nous montrent que les partis représentent des bases sociales déterminées. Cela veut dire que certains partis sont d'abord fondés par des individus et des groupes d'individus qui appartiennent à des classes sociales qu'ils vont représenter. Les partis politiques agissent ainsi dans l'intérêt de ces classes sociales en adoptant des objectifs et des programmes. Ces programmes intègrent des éléments permettant de séduire d'autres classes et / ou d'autres couches sociales et viser la victoire à des élections ou lors d'une révolution, mais chaque parti politique est amené à défendre principalement les intérêts d'un groupe social ou d'une fraction d'un groupe social. Il y a eu dans l'histoire des partis représentant les paysans, les artisans, les bourgeois, les ouvriers, etc. Certains partis politiques ont résulté de l'alliance de groupes sociaux ou bien d'alliance de sommet entre les chefs de partis. Aujourd'hui, ces principes sont encore vifs et les partis politiques actuels nous montrent qu'ils représentent les intérêts de classes sociales bien déterminées. Certains partis représentent la grande bourgeoisie et les monopoles (LREM, LR, RN) : on peut le constater avec des programmes qui favorisent la suppression des impôts sur la fortune et le patrimoine, qui accroissent l'accumulation du capital en baissant les salaires,

etc. On peut aussi l'observer avec la composition sociale et les parcours individuels des personnalités politiques. Il s'avère donc que le multipartisme est, dans une démocratie bourgeoise et capitaliste, un système de représentation politique des différentes couches sociales existantes.

Mais de l'inégalité de développement entre ces différentes couches sociales, il résulte que c'est la bourgeoisie monopoliste qui a ses partis les mieux constitués et les plus influents. On peut le voir au travers des budgets colossaux investis dans les campagnes électorales et avec des médias qui permettent de diffuser les idées des partis et des candidats. La bourgeoisie est aussi dominante dans la sphère de la représentation politique puisque c'est elle qui domine l'ensemble de la société, en tant que classe sociale, dans la sphère de la production des marchandises. La supériorité politique lui est concédée par différents canaux dont la Constitution fait partie : la bourgeoisie monopoliste impose son cadre et ses règles et les différents partis politiques doivent les respecter pour obtenir des sièges à l'assemblée, des mairies, des financements publics, etc., sous peine de devenir des outsiders.

Le multipartisme peut aller de pair avec l'alternance. On voit ici se produire un processus interne à la bourgeoisie monopoliste et un autre externe à cette même classe sociale. Dans le premier processus, les élections sont un outil intéressant pour l'affrontement de plusieurs fractions de la bourgeoisie monopoliste dans le but de gouverner l'État et mettre en œuvre un programme favorable à tels ou tels secteurs de l'économie capitaliste. On sait que certaines familles politiques sont proches de certains monopoles et de certains secteurs capitalistes et elles entrent en conflit dans la question de la conquête du pouvoir politique, car la concurrence entre les monopoles est intrinsèque au capitalisme-impérialisme. Dans le second processus, lorsque les autres couches sociales sont mécontentes de sa politique et que la domination de classe de toute la bourgeoisie est fragilisée, la bourgeoisie monopoliste va pouvoir orienter le système de représentation politique tantôt vers un parti, tantôt vers un autre. L'État révèle ici toute sa fonction d'instrument de domination de classe et l'alternance sert à changer le personnel dirigeant, comme une roue de secours pour maintenir l'exploitation capitaliste.

On reproche donc aux communistes d'avoir aboli et de vouloir abolir le multipartisme. Cette critique repose fondamentalement sur l'idée et le sentiment que le libéralisme politique est une bonne chose et que les classes sociales doivent être toutes représentées, qu'elles doivent toutes avoir leurs chances d'accéder au pouvoir par la voie démocratique. Cette critique est relativiste car elle émet l'idée que toutes les classes et couches sociales sont égales dans la bataille politique, or c'est la bourgeoisie monopoliste qui est avantagée par le système capitaliste lui-même tant dans les rapports sociaux de production (infrastructure) que dans la sphère politique, la sphère idéologique et dans l'État (superstructure). C'est en fait la même bourgeoisie qui émet cette

critique pour pouvoir maintenir sa domination de classe et pour discréditer les communistes. Mais c'est un épouvantail qui est rapidement abandonné par la bourgeoisie elle-même. En effet, c'est elle qui abolit le multipartisme en régime capitaliste lorsque cela est bon pour ses affaires ou pour se sortir de certaines difficultés. Dans la concurrence entre les fractions de la bourgeoisie monopoliste, il peut résulter qu'une fraction prenne l'ascendant et s'impose de manière unilatérale à la fois sur les autres fractions de la bourgeoisie monopoliste mais aussi sur les autres couches sociales. Cette nouvelle domination passe par la force et par un changement au sein de l'État bourgeois : c'est le fascisme. On interdit alors toute opposition et en premier lieu ceux qui mettent en danger la domination de la classe bourgeoise. On voit donc que le multipartisme n'est pas immuable et que la bourgeoisie elle-même peut l'abolir si un autre système politique lui convient mieux pour gouverner seule.

Pourquoi les communistes veulent-ils abolir le multipartisme ? Cela répond à deux nécessités. La première concerne le fait que le multipartisme, comme le parlementarisme, réalise la démocratie pour les bourgeois, pour les propriétaires, quand elle est en réalité une dictature contre le peuple-travailleur. Pour créer une société juste, fondée sur la réponse aux besoins du peuple-travailleur et de sa jeunesse, le multipartisme est aboli dans la révolution socialiste. La seconde nécessité porte sur la construction d'un nouvel État dans la révolution socialiste. En effet, les communistes militent pour l'unité de la classe ouvrière et son alliance avec d'autres couches sociales qui ont intérêt au socialisme. Cette unité et cette alliance se réalisent dans la construction d'un parti communiste capable d'être combatif et à l'avant-garde des luttes. C'est le parti communiste qui est le facteur déterminant dans la victoire de la révolution socialiste et dans le renversement de l'État bourgeois, ce qui aboutit à la construction d'un nouvel État dans lequel le parti communiste, représentant de la classe ouvrière et de ses alliés, est hégémonique et possède le pouvoir sans partage avec la bourgeoisie monopoliste.

Le « parti unique » n'est donc que l'aboutissement de deux processus : la compréhension du peuple-travailleur que le multipartisme est un instrument de la domination, de la dictature, de la classe bourgeoise sur le peuple-travailleur, ainsi que l'unité du peuple-travailleur réalisée par les communistes et qui permet la révolution, aboutissant à la construction d'un nouvel État socialiste, dans lequel le peuple-travailleur gouverne, planifie et dirige la production et les échanges. Dans un État socialiste, le « parti unique » n'est donc pas la privation de représentation politique, ni même la dictature sur le peuple-travailleur : c'est au contraire la démocratie du peuple-travailleur, une démocratie pour la majorité et une dictature contre la minorité bourgeoise. ★

Dans l'histoire, les partis communistes ont connu des processus de fraction et des tentatives de scission en leur sein. Il est évident que ces tentatives ont abouti à un affaiblissement du camp des peuples-travailleurs et à une nécessité pour les partis communistes de réagir. On constate donc que la construction d'un parti communiste d'avant-garde et puissant n'est pas un processus linéaire mais complexe. Les contradictions peuvent exister comme elles existent partout dans la société. Cette lutte est à prendre en compte pour cerner les difficultés auxquelles les militants communistes peuvent être confrontés dans l'avenir.

LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

UN PROCESSUS HISTORIQUE NÉCESSAIRE POUR LE PEUPLE-TRAVAILLEUR ET SA JEUNESSE

➤ PM & FRANZ

La révolution consiste en un changement radical et profond de système économique et social, elle est comme le développe Marx, une conséquence des contradictions internes au système capitaliste. Il existe des classes sociales antagonistes et elles luttent pour leurs intérêts matériels. La révolution surgit donc quand la classe dominée prend le pouvoir et établit sa dictature sur la classe dominante, comme ce fut le cas lors de la révolution d'Octobre 1917 en Russie. La violence de ce changement dépend de l'intensité des contradictions entre les classes sociales, de la capacité de la classe dominée à organiser sa lutte ou encore de l'intensité de la résistance de la classe dominante et de sa capacité à se concilier ou non avec la classe révolutionnaire. Toutefois ce changement est nettement observable : il intervient un moment brusque, un passage d'un état à un autre. En Russie, les soviets ont décrété l'abolition de la propriété foncière, la nationalisation des banques, le contrôle ouvrier sur la production, la journée de huit heures et d'autres mesures progressistes.

La révolution, comme processus historique, comporte plusieurs moments : la période pré-révolutionnaire, où les contradictions s'accumulent et où les forces sociales s'organisent et se consolident, c'est une phase préparatoire où les forces révolutionnaires peuvent temporiser voire être en position défensive, et cette phase débouche sur une crise révolutionnaire. Alors la classe dominante ne peut plus gouverner comme avant, procédant à une aggravation des conditions néfastes de la classe opprimée et d'une accentuation de l'activité et de l'effervescence des masses ingouvernables. En Russie, cela correspondait à la période allant de la répression des mouvements sociaux de 1905 à la révolution de février 1917. Cette crise ouvre la période révolutionnaire débutant avec le conflit ouvert entre les classes sociales antagonistes pour le pouvoir et s'achève avec la victoire de l'un des deux camps. En ce sens, le long processus allant des tentatives révolutionnaires (1905-1917) jusqu'à la prise du palais d'Hiver (octobre 1917) en est l'exemple historique de la Russie.

La révolution socialiste consiste à détruire complètement l'appareil d'État bourgeois pour construire l'appareil d'État socialiste, par et pour le peuple-travailleur. Sur ce point Lénine dans son livre *L'État et la Révolution*, clarifie ce qu'est l'État bourgeois et ce que sera l'État socialiste avec leurs rôles respectifs et leurs organisations. L'État, c'est l'organisation de la violence de la classe dominante sur une autre classe dominée. L'État n'est pas en dehors de la société, il est un produit de celle-ci, construit par la classe possédante des moyens de production et d'échange pour le maintien de sa propre domination de classe. Même quand l'État bourgeois se présente comme un appareil

de conciliation des classes, il demeure l'instrument du maintien de l'ordre social-économique capitaliste. La révolution est le moment de destruction de l'État bourgeois, les révolutionnaires ne le récupèrent pas tel quel car il est conçu pour l'intérêt de la classe bourgeoise. Ainsi, grâce à la révolution, les travailleurs construisent une nouvelle organisation de la violence contre la classe bourgeoise renversée.

Pour faire la révolution, le peuple-travailleur a besoin du marxisme-léninisme comme conception scientifique et révolutionnaire du monde. Le marxisme-léninisme n'est pas un dogme et n'est soutenu par aucune croyance, celui-ci se distingue par son rapport scientifique à la connaissance et à l'action. Ces derniers sont imbriqués et s'enrichissent dans leur actualisation permanente à l'épreuve des faits. De la Commune de Paris aux révolutions de libération nationale du XXe siècle, les expériences historiques ont permis une meilleure compréhension de la révolution socialiste et du rôle stratégique fondamental du Parti Communiste.

Ce dernier est la seule force politique encadrant les forces révolutionnaires et est nécessaire pour qu'advienne la révolution et pour mener à la destruction de l'État bourgeois puis à la construction du socialisme-communisme et d'un État socialiste. Cependant, la révolution est également conflictuelle et militaire et ne doit pas être résumée à des affrontements bruts, car la force brute de la bourgeoisie sera toujours supérieure à celle du prolétariat. Ainsi, les révolutionnaires doivent traduire l'affrontement de classe par une opposition de forces relatives, saisissant l'importance des secteurs stratégiques, des points faibles et des points forts, des tactiques et des stratégies à mettre en place. Ainsi nous observons dans l'histoire différentes tactiques et stratégies révolutionnaires à l'image de la révolution cubaine qui s'articule en différents groupes de guérilleros (la M26 et la DR13M) grignotant peu à peu l'île de Cuba alors aux mains de Batista, soutenu par l'impérialisme états-unien. Le conflit armé est donc une stratégie rationalisée et pensée comme moyen d'atteindre le socialisme et de le défendre en cas de résistance de la bourgeoisie. Le Parti Communiste doit analyser les forces en présence pour orchestrer scientifiquement une offensive prenant alors connaissance de tous les aspects et paramètres objectifs de la situation pour aller à la victoire.

La révolution ne s'opère donc que par la conquête violente du pouvoir. Les travailleurs doivent s'organiser dans le Parti Communiste et ses organisations de masse, pour mener et gagner ce combat de classes. Il est chimérique de compter sur une révolution citoyenne, la désobéissance civile ou une victoire électorale, toutes ces tentatives ont échoué dans l'histoire. C'est le cas du mandat de Salvador Allende au Chili de 1970 à 1973 stoppé net par le putsch de Pinochet soutenu par les États-Unis. Son programme, soutenu par les travailleurs chiliens, comportait la nationalisation des banques, des mines, des secteurs industriels stratégiques, la redistributions des terres agricoles ainsi que l'éducation et la santé de toutes et tous. Mais ses réformes ne pouvaient être complètes du fait qu'il conservait l'État bourgeois et qu'il utilisait les lois bourgeoises. La loi d'expropriation de terres d'Allende conservait certains avantages aux grands propriétaires terriens. Et donc sans destruction de l'État bourgeois, les travailleurs ne peuvent construire une nouvelle société. Le réformisme hier comme aujourd'hui évacue la question fondamentale de l'État, c'est-à-dire sa nature de classe : le réformisme crée de faux espoirs dans l'aménagement d'un système capitaliste pourrissant et de plus en plus dangereux pour la vie des travailleuses et des travailleurs. ★

LE TRAITÉ DE BREST-LITOVSK

OU LA QUESTION DU COMPROMIS POLITIQUE

➤ TARAS

Le 3 mars 1918 a été signé le traité de paix de Brest-Litovsk entre les empires centraux et la jeune république socialiste de Russie issue de la révolution d'Octobre 1917.

La révolution socialiste de 1917 en Russie était conditionnée par différents facteurs et la Première Guerre mondiale en était devenue l'un des plus significatifs ayant aggravé le mécontentement populaire. Cette confrontation, devenue l'un des conflits armés les plus sanglants de l'histoire, a échoué de détourner l'attention du peuple russe des sentiments révolutionnaires qui s'y développaient déjà tout en les exacerbant encore plus. La monarchie a laissé un très sombre héritage. Lénine et ses partisans voulaient faire la paix avec l'Allemagne et ses alliés le plus tôt possible pour mettre définitivement fin à la guerre, qui était insensée pour la plupart des prolétaires russes. La révolution n'était pas seulement une conséquence de la Première Guerre mondiale, elle avait de nombreux autres déclencheurs, comme la question paysanne, celle du travail, du pain, etc. Même s'il est évident qu'elle a exacerbé toutes les contradictions de la société russe et la lutte des classes qui l'animait. Après février 1917, le rôle du parti bolchevik s'est considérablement accru et les prolétaires voulaient une conclusion rapide de la paix.

Le processus de négociation a traîné. Les négociations de paix ont commencé le 3 décembre (20 novembre, à l'ancienne) 1917 : la délégation de paix du gouvernement soviétique s'est rendue à Brest-Litovsk, où le quartier général du commandement allemand était situé sur le front de l'Est. Les représentants soviétiques ont rencontré ceux des empires centraux et ont commencé à discuter des conditions. Le traité de paix n'a été officiellement signé que le 3 mars 1918.

Il n'y avait pas d'unanimité chez les bolcheviks. Certains prônaient la paix à tout prix et pensaient qu'il était nécessaire d'accepter toutes les conditions des Allemands par un traité de paix. D'autres (les communistes de gauche) préconisaient la poursuite de la guerre, désormais révolutionnaire, pour ne pas conclure la paix ; ils espéraient que la guerre mondiale se transformerait en guerre civile et que le prolétariat d'Europe occidentale soutiendrait la révolution. C'était infondé.

Trotsky dirigeait la délégation soviétique en tant que commissaire du peuple aux affaires étrangères. La position de Trotsky peut être décrite comme suit : «ni paix, ni guerre» ; c'est-à-dire qu'il ne faut pas conclure la paix mais qu'il faut dissoudre l'armée. En

fait, cette position de Trotsky a conduit au retrait de la délégation soviétique après la présentation d'un ultimatum par l'Allemagne. Juste après, cette dernière a lancé une offensive et a occupé Minsk, presque toute l'Ukraine et a atteint la Crimée et le Caucase. La délégation suivante, qui a été envoyée par le gouvernement soviétique aux négociations de paix à Brest-Litovsk, a donc conclu un accord le 3 mars 1918 selon lequel la Russie cédait 1 million de kilomètres carrés de territoires.

Avec la conclusion de la paix à Brest-Litovsk, Lénine voulait préserver le système soviétique, même si le soulèvement mondial des ouvriers occupait également ses pensées. Il estimait que si la révolution mondiale ne se déroule pas immédiatement, il est alors nécessaire de préserver le pouvoir soviétique en concluant des accords avec les autres belligérants. C'est ce côté stratégique et tactique qu'ont omis les gauchistes avec Trotsky en tête, en refusant le compromis politique et diplomatique (afin de préserver la révolution dans leur pays) et en ayant une vision dogmatique des processus révolutionnaires, ce qui a finalement mis en danger la jeune république socialiste et lui a fait perdre des territoires importants. ★

Source de la carte : https://www.lhistoire.fr/portfolio/carte-la-d%C3%A9faite-russe-1914-1918

★ ROSA LUXEMBOURG

Rosa Luxembourg est une révolutionnaire communiste, née en mars 1871 dans l'actuelle ville de Zamość. Issue d'une famille juive, elle subit l'antisémitisme dès son enfance (notation scolaire plus stricte pour les Juifs, pogrom de 1881) et prend conscience de son statut de juive et de la discrimination qui lui est rattachée.

À la fin des années 1880, elle rejoint un groupe socialiste clandestin, avant de partir étudier un temps en Suisse à cause du climat politique tendu en Pologne. Elle y rencontre des militants comme le théoricien marxiste russe Gueorgui Plekhanov. De retour en Pologne, elle s'engage activement en politique et fonde, avec Leo Jogiches, le Parti Social-Démocrate du Royaume de Pologne (SDKP) en 1893, parti qui sera néanmoins démantelé trois ans plus tard. Luxembourg part alors en Allemagne où elle rejoint le Parti Social-Démocrate d'Allemagne (SPD). Elle y défend les thèses marxistes révolutionnaires face au courant révisionniste dirigé par Eduard Bernstein.

Cette lutte contre le révisionnisme connaît une rupture lorsque la guerre éclate en 1914. En effet, le courant révisionniste du SPD impulse le ralliement à l'union nationale et le vote des crédits de guerre. Face à cette trahison, Rosa et plusieurs militants tels que Karl Liebknecht, Paul Levi ou encore Clara Zetkin, quittent le SPD pour fonder le Spartakusbund, la "Ligue Spartakiste". Lors de la révolution allemande de 1918 qui aboutit à la chute de l'Empire allemand et l'instauration de la République, les spartakistes militent pour une radicalisation de la révolution et l'instauration d'une république des conseils.

En janvier 1919, les spartakistes lancent l'insurrection. Toutefois, celle-ci est spontanée et désorganisée, elle finira par une répression sanglante menée par les corps francs, des milices d'extrême-droite formées par d'anciens soldats revenus du front avec leurs armes, appelés par le gouvernement bourgeois social-démocrate de Scheidemann. Rosa Luxembourg est arrêtée, interrogée par la police à laquelle elle refuse de répondre et conduite en prison. Cependant, les soldats qui l'escortent l'assassinent froidement, puis jettent son corps dans le canal.

★ MARIYA OKTYABRSKAYA

Mariya Oktyabrskaya est une conductrice de tank et une mécanicienne soviétique décédée en mars 1944 en Ukraine. Née dans une famille ukrainienne pauvre, elle travailla dans une conserverie puis en tant qu'opératrice téléphonique. Elle commence à s'intéresser aux affaires militaires lorsqu'elle se marie à un officier militaire en 1925 : elle rejoint le "conseil militaire des femmes" puis est formée en tant qu'infirmière de guerre ainsi qu'à l'usage des armes et des véhicules de combat.

Lorsque la guerre éclate entre l'Union soviétique et l'Allemagne nazie en 1941, Oktyabrskaya est évacuée en Sibérie pendant que son mari est appelé au combat. En 1943, Oktyabrskaya apprend que son mari est tombé au combat deux ans plus tôt, en août 1941. Prise d'une volonté de le venger et déterminée à combattre les nazis, elle vend tous ses biens pour acquérir son propre tank qu'elle nomma "Petite amie de combat". Assignée à la 26ème brigade de chars de la Garde, Oktyabrskaya participe à sa première bataille le 21 octobre 1943.

D'abord vue comme une blague par ses camarades de brigade, leur avis change rapidement lorsqu'Oktyabrskaya fit ses preuves sur le champ de bataille. Manœuvrant son tank de manière exemplaire durant des combats très intenses, détruisant mitrailleuses et canons, elle n'hésitait pas à sortir de son tank sous les tirs ennemis pour le réparer lorsqu'il était touché. Elle fut ainsi rapidement promue au rang de sergent et se fit une grande réputation au sein de l'armée.

Le 17 janvier 1944, prenant part à l'offensive Leningrad-Novgorod, Oktyabrskaya fut touchée à la tête par des fragments d'obus alors qu'elle venait de finir de réparer son tank. Tombant inconsciente, elle resta pendant deux mois dans le coma dans un poste médical avancé à Fastiv avant de décéder le 15 mars 1944. En août 1944, Oktyabrskaya fut nommée à titre posthume Héroïne de l'Union soviétique, la plus haute distinction en URSS, pour son courage et sa bravoure au combat.

ALEKSANDRA SAMUSENKO

Née en 1922 à Tchita et décédée en mars 1945 en Poméranie, Aleksandra Samusenko était une militaire soviétique. Elle servit en tant que soldat dans un régiment d'infanterie lors de la guerre d'Hiver contre la Finlande, puis devient commandante de char lors de la Seconde Guerre mondiale au sein de la première armée blindée de la Garde, où elle était la seule femme.

Samusenko participa à d'importantes batailles contre les nazis, comme la bataille de Koursk et l'offensive Lvov-Sandomir. Présentée comme "un symbole de force et de courage" par le sergent étatsunien Joseph Beyrle, elle reçut l'Ordre de l'Étoile rouge après qu'elle et son équipe défirent une bande de chars allemands.

Samusenko participa également à l'offensive de Poméranie orientale, durant laquelle elle fut gravement blessée. Elle décède de ses blessures le 3 mars 1945 puis est décorée dix jours plus tard à titre posthume de l'Ordre de la Guerre patriotique, une haute décoration soviétique récompensant les soldats ayant fait preuve d'héroïsme durant la Seconde Guerre mondiale.

Tout comme Oktyabrskaya, Samusenko fait partie de ces femmes qui donnèrent leur vie au combat contre le fascisme et le nazisme, pour la défense du socialisme et de la liberté des travailleuses et des travailleurs dans le monde.

QUI SOMMES-NOUS ?

L'**Union de la Jeunesse Communiste** (UJC) est une organisation politique pour la jeunesse, pour armer cette dernière dans son combat contre le capitalisme et pour le socialisme-communisme. L'UJC est liée au **Parti Communiste Révolutionnaire de France** (PCRF) par la ligne politique commune et par le projet de société auquel nous aspirons.

Dégradation des conditions de vie, précarité et chômage, recul des droits sociaux, coupes budgétaires dans les services publics et leur privatisation (santé, enseignement, transports), question environnementale urgente, menace de guerre généralisée : le constat est déplorable. C'est tout un système qui est en crise et qui ne parvient pas à répondre à nos besoins.

L'UJC propose de développer des luttes autour de 6 axes que sont le travail, l'éducation, la santé, le logement, le transport et le divertissement (loisirs, sport, culture). Nous pensons que s'il y a de l'argent pour soulager l'impôt des grands patrons et pour faire la guerre dans le monde, c'est que cet argent existe pour, par exemple, construire de nouveaux logements étudiants, développer des programmes culturels gratuits pour les quartiers populaires, etc.. Mais ce que nous gagnerons par la lutte mènera la bourgeoisie à se battre pour le récupérer, car celle-ci a pour intérêt d'accroître ses profits, intérêt fondamentalement contradictoire aux nôtres.

L'UJC fait donc le constat que le système capitaliste a fait son temps et qu'on ne pourra résoudre les problèmes qui affectent la jeunesse que par un changement de système économique et social par la voie révolutionnaire. Pour cela, nous devons organiser notre colère dans une organisation politique que l'UJC se fixe pour objectif de construire.

UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

CONTRE MACRON, CONTRE LE CAPITALISME REJOINS LE COMBAT !

Je reste en contact avec l'UJC ☐

Je rejoins l'UJC ☐

NOM, Prénom : _____

Ville, Code Postal : _____

Téléphone : _____

Mail : _____

Parti Communiste Révolutionnaire de France
Les Amis d'Oulianov B.P.40084
75862 PARIS CEDEX 18

RETROUVE NOUS SUR :

@UNION_JC #UNIONJC

WWW.UNIONJC.FR